



REPUBLIQUE  
TUNISIENNE

Commission nationale de lutte contre le terrorisme

Page 1

**Commenté [MF2R1]:** Oui, je suis d'accord; il faut suivre ces indications.

**TARABOT – COHÉSION POUR PRÉVENIR LA VIOLENCE**  
*Prévenir l'extrémisme violent en Tunisie à travers des approches de développement basées sur les droits humains*

Revue Thématique à mi-parcours du projet



**Commenté [MF3]:** Peut être on a des photos pertinentes

Plaques de sel - Sebkhet El Melah – Plaine de la Djeffara – Gouvernorat de Médenine

Réalisé avec l'appui de



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



Au service  
des peuples  
et des nations



## I. Table des matières

<b>A. Processus de la revue à mi-parcours</b>	<b>3</b>
I. Contexte	3
II. Termes de References de la Mission	3
1. Les bénéficiaires engagés dans la mission	4
2. Les résultats attendus de la mission	4
III. Méthodologie	5
<b>B. Résultats de la revue à mi-parcours</b>	<b>6</b>
I. Synthèse des résultats	6
1. Principaux résultats dégagés par la revue à mi-parcours	6
2. Principales recommandations :	7
II. Partenaires du projet : état des lieux et recommandations	9
1. Principaux acquis – bonnes pratiques	9
En matière d'appui au partenaire national	9
En matière de coordination multi-acteurs	10
En matière de communication	10
2. Défis et leçons apprises	10
3. Recommandations	11
III. Mise en œuvre des projets associatifs	12
1. Synthèse des Constatations	12
2. Analyse de la pertinence des projets	13
Plan d'action du Secrétariat Général des Nations Unies	14
Pertinence par rapport au contexte et aux besoins des bénéficiaires	16
Pertinence de l'approche adoptée par le projet avec les associations	16
3. Les résultats atteints par les projets associatifs	18
4. Recommandations :	20
IV. Cohésion sociale, PEV – recommandations des jeunes et des femmes	22
1. Comment travailler avec les jeunes et les femmes	22
Les principaux messages à retenir sont les suivants :	23
2. Violence et non-implication des jeunes et des femmes : les facteurs	25





## A. Processus de la revue à mi-parcours



### I. CONTEXTE

Face aux menaces posées par l'extrémisme violent, les autorités publiques tunisiennes ont adopté des approches de sécurité plus robustes, mais aussi des mesures préventives dans le cadre d'une approche globale qui s'aligne avec les recommandations du 'Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent' (PEV) du Secrétaire Général des Nations Unies de 2015.

En effet, la *Stratégie Nationale de Lutte Contre l'Extrémisme et le Terrorisme* (SNLCET), adoptée fin 2016, intègre la prévention parmi ses quatre piliers (les trois autres étant la protection, la poursuite et la réponse). De même, la *Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme* (CNLCT) est appelée à jouer un rôle fondamental de coordination entre les organes gouvernementaux pour les questions de PEV et de la lutte contre le terrorisme. Le rôle de consultation et de coordination de la CNLCT, avec sa composition regroupant 17 ministères et différents experts, s'avère ainsi indispensable.

En outre, dans le cadre du projet 'Prévenir l'extrémisme violent en Tunisie à travers des approches de développement basées sur les droits humains', le PNUD Tunisie accompagne la CNLCT en vue de renforcer les capacités du Gouvernement dans la définition, de manière informée et concertée, des priorités nationales visant à prévenir l'extrémisme violent. A Médenine, le projet fournit un appui aux autorités et aux communautés locales pour établir un cadre approprié permettant d'identifier et de mettre en œuvre des actions multipartites efficaces à long terme, adaptées au contexte local et en alignement avec les priorités nationales pour la PEV.

A ce titre, la CNLCT et le PNUD ont lancé un appel à propositions destiné aux organisations de la société civile (OSC) et visant à renforcer la résilience du Gouvernorat de Médenine face à l'extrémisme violent. Dans ce cadre, 8 initiatives citoyennes bénéficient d'un appui technique et financier de 30.000 à 60.000 dinars, pour des périodes allant de 6 à 12 mois. La revue à mi-parcours se concentre principalement sur cette initiative du projet TARABOT.



### II. TERMES DE RÉFÉRENCE DE LA MISSION

L'équipe du projet « TARABOT », projet de prévention de l'extrémisme violent, a souhaité réaliser en interne une revue à mi-parcours du projet. Cette revue rapide a comme **objectifs spécifiques** de :

- Améliorer le fonctionnement et la mise en œuvre du projet.
- Informer un nouveau cadre logique répondant aux besoins des populations cibles et pertinent avec la thématique.





### 1. Les bénéficiaires engagés dans la mission

- La population locale, plus spécifiquement les bénéficiaires des projets associatifs financés dans le cadre de l'appel à propositions 2019.
- Les associations financées par le projet dans le cadre du même appel à propositions.
- Les agences et projets du Système des Nations Unies avec lesquelles le projet coopère.
- La Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (secrétariat permanent)

### 2. Les résultats attendus de la mission

#### 1. En lien avec les projets mis en œuvre par les associations :

- Analyser la pertinence des projets formulés et mis en œuvre par les associations par rapport à la thématique du projet.
- Analyser l'impact des projets sur le territoire et les populations cibles (quels changements les projets ont-ils permis, le projet a-t-il été respectueux des bénéficiaires et des populations ?).
- Identifier les leçons apprises.
- Formuler des recommandations pour :
  - Travailler avec les femmes et les jeunes autour de la prévention de l'extrémisme violent.
  - Engager les populations locales (et qui engager).
  - Identifier les thématiques et activités pertinentes à la thématique du projet.

#### 2. En lien avec la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme

- Analyser le contexte et son évolution.
- Recueillir la perception et la compréhension de la PEV par la Commission ainsi que son rôle.
- Analyser le niveau de satisfaction des représentant.es de la Commission relatif à la mise en œuvre du projet.

#### 3. En lien avec le PNUD et le SNU

- Quelle est la perception du rôle joué par le projet Tarabot dans la coordination du SNU autour de la thématique de PEV ?
- Quelle est la compréhension de la PEV pour chacun des acteurs impliqués ?
- Quelles propositions d'axes de travail, de contributions, de synergies possibles émergent des agences du SNU ?





### III. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette revue est la suivante :

1. Une revue documentaire des projets et de leurs résultats.
2. Une analyse qualitative basée sur des entretiens semi-directifs (avec les partenaires et les membres des associations) ainsi que des *focus groups* (avec les bénéficiaires finaux des projets des associations).

Elle est destinée à capter plusieurs éléments de l'évaluation :

- L'impact et les changements apportés par les projets associatifs au niveau local.
- La pertinence des projets associatifs par rapport à la thématique de la prévention
- L'approche utilisée (*Do no Harm*) respectueuse des bénéficiaires (négative, neutre, positive)

Au total, sept entretiens avec les membres des associations ont été réalisés, 5 réunions et entretiens avec les partenaires, ainsi que neuf *focus groups*, avec un total de 92 bénéficiaires écoutés (hommes, femmes, jeunes).



Ksar Hallouf – Vue de la route menant à Médenine





## B. Résultats de la revue à mi-parcours



### I. SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

#### 1. Principaux résultats dégagés par la revue à mi-parcours

Les principaux résultats relevés lors de la mission de revue à mi-parcours du projet Tarabot sont les suivants :

- **La consolidation d'une approche préventive cohérente** dans l'encadrement des actions de la CNLCT face à l'extrémisme violent ;
- **L'ouverture de la CNLCT** aux acteurs sociétaux qui a favorisé l'établissement de relations de collaboration fondées sur la confiance et une vision commune des défis liés à la PEV ;
- Des exemples de **renforcement de la cohésion sociale** obtenus à travers les actions des associations de la société civile à Médenine.

En effet, **la thématique de la prévention de l'extrémisme violent est intégrée** au niveau national et le partenaire national (Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme-CNLCT) collabore avec tous types d'acteurs stratégiques et intermédiaires, en lien direct avec la population.

Le discours de la CNLCT et du Premier Ministre, mettant en évidence la nécessité de prévention, a évolué, grâce au travail de clarification dans la thématique et d'inclusion des approches de respect et promotion des droits humains.

Le travail d'ouverture et de transparence de la CNLCT a permis d'entamer une coopération avec les autres corps tels que la sphère académique (réseau de 19 chercheurs), la société civile nationale et locale (8 associations accompagnées), les autorités locales (48 correspondant.es dans les institutions décentralisées de l'Etat, avec une équité de genre) et les Médias (31 journalistes formés à la thématique).

De plus, **la cohésion sociale au niveau local est renforcée**, avec l'ouverture d'espaces de dialogue dans les communautés, notamment au bénéfice des plus vulnérables (femmes rurales, victimes du terrorisme). Les organisations de la société civile ont permis aux femmes, notamment, et aux jeunes d'entamer des dialogues et une réflexion conjointe facilités par des activités culturelles et/ou économiques (formations techniques).



Enfin, **les projets associatifs**, outre leur contribution à la cohésion sociale, semblent **pertinents** par rapport aux critères de la PEV et **ont permis des changements** significatifs d'ordre comportemental auprès de leurs bénéficiaires.

Cependant, ces résultats restent à renforcer et les capacités des partenaires à accompagner afin de consolider les acquis constatés et d'améliorer la mise en œuvre des activités pour, d'une part, assurer la durabilité de l'action et, d'autre part, obtenir un impact à moyen terme.

En effet, au niveau institutionnel, les évolutions internes de la nouvelle Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme (CNLCT) nécessitent d'être accompagnées afin de préserver les acquis et d'appuyer les nouveaux membres.

Au niveau local, la stratégie du projet de renforcer la cohésion sociale en soutenant des associations locales requiert un meilleur accompagnement de ces dernières ainsi que le renforcement des capacités des leurs membres, non seulement sur les concepts mais également sur tout ce qui a trait à la conception et gestion de projets, le *reporting*, le suivi et évaluation.

## 2. Principales recommandations :

Au niveau local, les recommandations portent sur l'accompagnement des associations et sur les synergies potentielles complémentaires à celles déjà initiées et mises en œuvre.

Pour les associations :

- Définir et justifier les critères de sélection des associations : typologie, ancrage local, maturité.
- Réaliser une analyse des capacités des associations et de leurs besoins en matière de montée en compétence avant la sélection finale des projets et mettre en œuvre un plan de renforcement de capacités.
- Valoriser les propositions des projets associatifs qui intègrent une implication du secteur privé (avec solutions).

Pour les synergies :

- Réfléchir à comment engager les autorités locales, les jeunes et les associations locales dès le début du processus, pour identifier les complémentarités et les synergies avec d'autres initiatives.
- Renforcer les synergies avec les autres projets du PNUD (notamment les projets de police de proximité et d'accès à la justice).

De façon globale :



REPUBLIQUE  
TUNISIENNE

Commission nationale de lutte contre le terrorisme

Page 8

- Parler de cohésion sociale plutôt que de PEV, afin de limiter les biais de compréhension et la stigmatisation des populations locales.
- Proposer des outils et des lexiques afin d'accompagner les partenaires locaux vers une meilleure compréhension des terminologies et des enjeux.

Réalisé avec l'appui de



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



Au service  
des peuples  
et des nations



## II. PARTENAIRES DU PROJET : ETAT DES LIEUX ET RECOMMANDATIONS

Cette partie restitue la perception du projet et de ses résultats tant par les partenaires institutionnels et associatifs, le bailleur ainsi que par les autres agences du Système des Nations Unies et les autres projets du PNUD. Elle se base sur des entretiens avec le Bureau du Coordinateur Résident, le bailleur de fonds, le partenaire institutionnel, les chefs de projets du PNUD qui interagissent avec le projet ou interviennent également sur la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent.

Le projet est considéré comme pertinent par tous les acteurs rencontrés, tant pour l'appui apporté à la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme-CNLCT que pour l'importance donnée à la thématique de la prévention dans un contexte plus orienté, du fait de l'actualité régionale et nationale, à la lutte contre le terrorisme.

### 1. Principaux acquis – bonnes pratiques

Selon les différentes personnes rencontrées et écoutées, l'évolution du projet et les résultats obtenus à la date de la revue sont positifs. Toutes les parties prenantes considèrent que le projet a apporté des changements sur plusieurs niveaux et que l'équipe de projet a démontré, d'une part, sa connaissance des thématiques (cohésion sociale, prévention de l'extrémisme violent) et, d'autre part, sa capacité à engager plusieurs types d'acteurs, tant au niveau national que local.

#### En matière d'appui au partenaire national

- Les axes de travail du projet correspondent aux besoins de la CNLCT et respectent ses spécificités. Le plan d'action et de coopération est issu d'un diagnostic conjoint. Cette instance, créée récemment, avec une équipe réduite et peu de moyens, a bénéficié d'un soutien matériel lui permettant de devenir opérationnelle rapidement, ainsi que d'un appui en matière de montée en capacités suite aux opportunités d'apprentissage et d'échange de pratique à l'international permises par le projet.
- Tous les interlocuteurs ont mis en valeur le fait que les thématiques et le vocabulaire de la prévention de l'extrémisme violent et de la cohésion sociale aient été intégrés par le principal acteur national ; la CNLCT. La compréhension des différences de genre et de ses enjeux lui ont permis d'avoir des discours et activités plus inclusives en la matière. Les membres de la CNLCT ont fait part de leur souhait de voir le nom de la Commission évoluer pour refléter l'axe préventif qui est primordial.
- La montée en compétences a bénéficié à tous les membres de la Commission, qui ont la capacité de s'exprimer sur la thématique et de présenter les travaux de la Commission.



#### En matière de coordination multi-acteurs

- Il apparaît qu'une vision commune est partagée entre tous les acteurs de la PEV. Les interlocuteurs s'accordent à dire que le projet Tarabot y a fortement contribué.
- Le projet a permis d'intégrer la dimension locale et de créer des synergies entre des acteurs peu habitués à travailler ensemble et à interagir. Ainsi, la Commission est intégrée dans toutes les activités et les prises de décision, avec les associations, dans le cadre des réflexions sur les recherches académiques, dans l'intégration du niveau local dans le processus de prévention. Ainsi, un dialogue s'est instauré entre les associations et la CNLCT (il reste à développer et à approfondir, au-delà des projets financés). Des points focaux au niveau des gouvernorats ont été désignés par leur tutelle et sont des partenaires et des relais privilégiés dans le cadre d'une harmonisation des interventions, des analyses et études.
- Le fonds de recherche a créé de nombreuses attentes, tant en matière de production de savoir qu'en matière de contribution des institutions académiques à des orientations et des décisions informées, et ce d'autant plus que la CNLCT aimerait pouvoir produire ou contribuer à de la production d'analyses et d'études contextualisées pour la Tunisie.

#### En matière de communication

- Le système d'information de la CNLCT – en cours de réalisation – devrait permettre de mieux communiquer et de répondre aux exigences de transparence.
- L'appui des acteurs, membres permanents de la CNLCT ainsi que des représentants de Ministères, a permis d'harmoniser les communications sur la thématique lors d'événements divers, en gardant une cohérence dans le discours et avec fluidité.
- La communication et la coopération avec les partenaires est satisfaisante.

## *2. Défis et leçons apprises*

Les principaux défis relevés relatifs à la mise en œuvre du projet sont liés, d'une part, aux procédures administratives et à leur impact sur les délais de la mise en œuvre et, d'autre part, à l'engagement des acteurs à typologie diverse et aux synergies à favoriser.

- En ce qui concerne la partie administrative, les principaux défis relèvent de la capacité et de la rapidité du PNUD (en tant qu'institution) à engager les acteurs pertinents (membres de l'équipe, prestataires de service notamment). Les procédures respectent des standards internationaux afin d'assurer la transparence des processus, l'équité de traitement et l'efficacité. Il est recommandé d'anticiper les délais nécessaires au respect de ces standards afin d'éviter de pénaliser la mise en œuvre et la qualité des résultats.

- En ce qui concerne es retards dans l'engagement des acteurs et les synergies à favoriser, les principales remarques concernent l'engagement du secteur privé qui tarde à se mettre en place, ainsi que le partenariat avec les universités et la recherche scientifique. Une exigence de qualité est nécessaire dans les travaux et les études qui seront commandités.
- Au niveau local, le projet et les associations bénéficiaires gagneraient à développer et formaliser la coopération et les synergies avec les autres associations actives en matière de cohésion sociale ainsi qu'avec celles qui travaillent avec les femmes et les jeunes, soit directement ou bien à travers les Comités Locaux de Sécurité. Certaines associations disposent d'un réseau de partenaires diversifié, construit du fait de leurs connaissances et de leur ancienneté, d'autres non.
- Le Parlement devrait être engagé dans une continuité du projet. Des synergies entre projets (le PNUD est un partenaire de l'Assemblée des Représentants du Peuple) pourraient être envisagées une fois la nouvelle législature mise en place.

### 3. *Recommandations*

- Anticiper sur les délais liés aux contraintes de respect des procédures afin de diminuer les impacts sur les délais de mise en œuvre. Cela concerne les recrutements (envisager des solutions telles que « sous réserve de financement », prévoir le lancement des consultations six mois à l'avance), les processus compétitifs de contribution (appels à propositions pour associations, études, analyses). L'anticipation permet de relancer le processus si insatisfaisant sans avoir d'impact négatif sur les délais de mise en œuvre du projet.
- Assurer que les publications interviennent à une période favorable (par exemple, éviter les vacances estivales pour recruter des équipes de chercheurs universitaires), que le vecteur et la durée de publication favorisent la participation de tout.e.s.
- Elargir le projet à d'autres gouvernorats que ceux prévus dans le projet (Médénine, avec une extension sur Gabès et Tataouine). Cela devrait concerner non seulement les études et enquêtes, mais également le travail au niveau local avec les associations et les Comités Locaux de Sécurité.
- Contribuer à plus de transparence et de liens entre le niveau national et local (CNLCT et associations, notamment).
- Contribuer à une meilleure compréhension des terminologies (cohésion sociale, violence, extrémisme violent, terrorisme) au niveau local afin d'harmoniser les vocables. Cela concerne principalement les partenaires (autorités locales, associations, secteur privé) et également les bénéficiaires finaux des projets qui seront financés par le projet.



### III. MISE EN ŒUVRE DES PROJETS ASSOCIATIFS

La revue à mi-parcours a permis d'évaluer les projets des associations financées par Tarabot selon plusieurs critères : la pertinence des projets par rapport à la thématique de la Prévention de l'Extrémisme Violent et les résultats des projets – notamment en matière de changements opérés localement, tant au niveau des comportements que de la cohésion sociale.

L'exercice avait également pour objectif d'identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques et recommandations afin d'améliorer l'engagement local du PNUD et son appui aux associations financées.

Toutes les analyses découlent d'un croisement des données entre la revue documentaire d'une part (sur la base des propositions de projet, de la revue de l'avancement des projets, des rapports de progrès transmis par les associations), des entretiens semi-directifs avec les membres des associations, puis des *focus groups* avec les bénéficiaires.

#### 1. Synthèse des Constatations

- Les projets sont **alignés avec la thématique de la Prévention de l'Extrémisme violent (PEV)**, et ce malgré une faible compréhension des terminologies relevée auprès des membres des associations locales financées<sup>1</sup>. Les 7 projets évalués reflètent **un alignement – à divers degrés – avec les 7 rubriques du plan d'action du Secrétaire Général des Nations Unies**.
- La revue à mi-parcours confirme la **pertinence de l'approche de 6 projets associatifs**<sup>2</sup> par rapport au contexte local et à la thématique. Les entretiens avec les bénéficiaires font remonter la pertinence des projets financés en ce qui concerne les éléments suivants :
  - 📄 En matière de **cohésion sociale** : les jeunes, les femmes et les communautés engagées dans les 6 projets associatifs ont déclaré que les projets leur avaient permis de renforcer les liens
    - Avec leurs familles (cas de solitude et de rupture de la communication),
    - Avec leur entourage (cas des victimes des actes de terrorisme),
    - Avec leurs pairs (jeunes en maison des jeunes et de quartier)
  - 📄 En matière **d'effet immédiat**, les projets ont :
    - Contribué à mettre fin à la solitude et à l'isolement des bénéficiaires,

<sup>1</sup> Les entretiens avec les associations mettent en relief le fait que les membres ne distinguent pas entre violence, extrémisme violent et terrorisme.

<sup>2</sup> 8 projets sélectionnés : une résiliation de contrat. 6 projets pertinents. 1 projet qui n'est pas jugé pertinent.

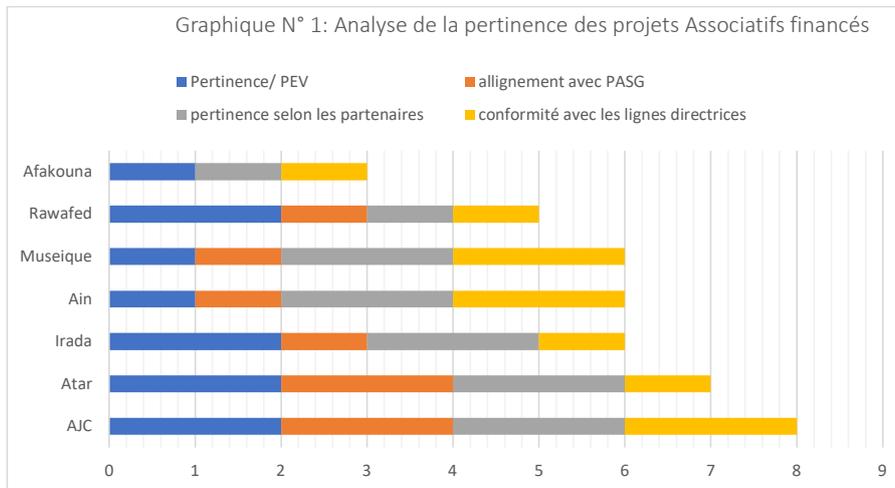


- Apporté une reconnaissance sociale, opérant une rupture par rapport au mépris (7ogra<sup>3</sup>),
-  En matière de changement de comportement et d'attitudes : Les principaux changements concernent la sociabilisation, la capacité à communiquer calmement et positivement avec autrui, la capacité à argumenter et le renforcement de la **confiance en soi**.

## 2. Analyse de la pertinence des projets

La pertinence des projets a été abordée, d'une part, en rapport au Plan d'Action du Secrétaire Général des Nations Unies et, d'autre part, en rapport avec le contexte et la réponse aux besoins des populations cibles du projet.

Le graphique ci-dessous présente le degré de pertinence des projets sur une échelle de 0 (absence de pertinence) à 2 (alignement total). Une des associations ne démontre pas de pertinence dans son approche avec le Plan d'Action du Secrétaire Général des Nations Unies.



<sup>3</sup> Le terme « 7ogra » est un terme du dialecte tunisien et qui revet une connotation extrêmement forte de mépris, et au-delà, du dénigrement de la personne vers lequel il est destiné. Ce terme a été répété tout au long des entretiens.

### Plan d'action du Secrétariat Général des Nations Unies

Adopté en décembre 2015<sup>4</sup>, le plan d'action s'articule autour de sept domaines prioritaires, tels que décrits dans le graphique ci-dessous<sup>5</sup> :



Les sept domaines prioritaires du Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent

Sur la base des documents et des discussions, chaque élément du projet a été mis en relation avec les domaines prioritaires. Ainsi, pour le domaine participation des populations, l'analyse a porté, lors des discussions, sur la conception du projet (par qui, comment, avec qui), les modalités de mise en œuvre, la prise en compte des avis et commentaires des bénéficiaires lors des adaptations des activités.

Il ressort des analyses que les projets sont totalement alignés avec les domaines « **Dialogue et prévention des conflits** » et « **Participation des populations** », tel que le présente le tableau ci-après.

Tous les projets ont intégré comme composante essentielle différents outils et approches, notamment de communication interpersonnelle afin de **prévenir et gérer les conflits** et contribuer à l'amélioration du dialogue entre les membres des communautés. Les bénéficiaires sont celles-ceux qui en parlent le mieux :

-  « Grâce aux formations en communication interpersonnelle, j'ai réussi à avoir des conversations avec mon fils, alors qu'auparavant les échanges menaient à des conflits » - A, femme, 55 ans, au sujet des relations intra-familiales.
-  « Les activités de théâtre nous ont permis d'exprimer cette violence dont on ne se doute pas et d'aborder la question des conflits communautaires par le biais des jeux de rôle » - L & M, Femmes, exprimant l'apport des sessions de préparation d'une pièce de théâtre, entièrement écrite par les acteurs-trices.
-  La médiation et les groupes de discussions que nous avons avec les formateurs et les psychologues m'ont permis, ainsi qu'à ma sœur, de dépasser le traumatisme des événements de violence terroriste dont nous sommes des victimes collatérales. Nous

<sup>4</sup> <https://undocs.org/fr/A/70/674>

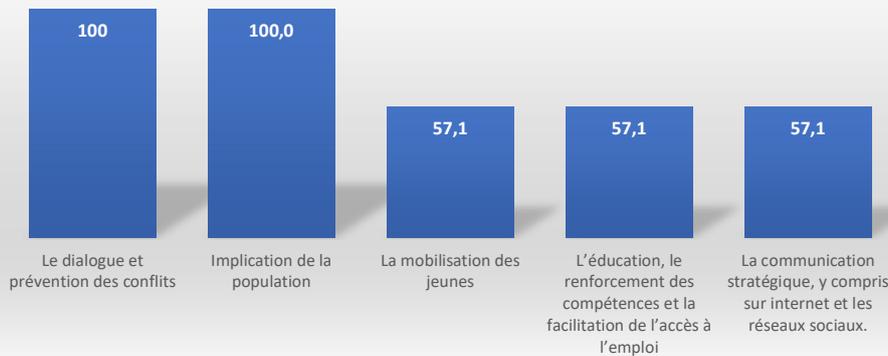
<sup>5</sup> In UNOCT, « Élaboration de plans d'action nationaux et régionaux pour la prévention de l'extrémisme violent », Guide de référence, Juillet 2016.

*avons pu parler et reprendre des interactions avec nos voisins, avec les autres citoyens de notre ville* ». Deux sœurs, victimes collatérales de violence sociétale.

Les projets ont également intégré, outre les bénéficiaires directs, les populations des communautés cibles à tous les niveaux des projets, de nombreuses activités leur étant destinées de manière indirecte : groupes de discussion et de réflexion, conférences et ateliers, spectacles.

- » « *Nous avons besoin de plus d'acteurs et d'actrices. Nos familles et nos amis se sont investis avec nous afin de permettre la réussite de la pièce* ». C, personnage principal de la pièce de théâtre sur la violence faite aux femmes.
- » « *Nous avons lancé un appel à manifestation ouvert et mobilisé les membres de nos communautés et de nos réseaux, afin d'engager des femmes de différents profils et toucher celles qui d'habitude n'entendent pas parler de ces opportunités* ». B, responsable d'une association partenaire.
- » « *Nous engageons, dans chaque communauté, tous les acteurs : les aînés, les jeunes, les filles et les garçons, les personnalités influentes, afin de capter toutes les mouvances et le maximum d'informations* ». N, responsable d'une association partenaire.

Graphique N°2 : Alignement des projets avec le plan d'action du Secrétaire Général des Nations Unies



#### Pertinence par rapport au contexte et aux besoins des bénéficiaires

Il ressort des analyses que tous les projets sont en cohérence avec le contexte local, ses spécificités et les groupes cibles. Les méthodes d'identification des besoins utilisées par les associations varient entre elles. Certaines se sont basées sur leur expérience de terrain et ont proposé une continuité des activités et des concepts qu'ils traitaient et mettaient en œuvre dans le cadre d'autres projets, soit en les gardant à l'identique (Afakouna), soit en les adaptant et en se basant sur les leçons apprises pour développer le projet (Ain Ben Guerdane, Rawafed). Deux associations se sont basées sur des études et analyses pour proposer les activités du projet (AJC, ATAR), une association a émis des hypothèses sur la base de ses travaux personnels et a confirmé la pertinence en fin de projet (MuseAique). Les associations étant jeunes et dans un processus d'apprentissage, l'engagement des bénéficiaires reste un défi lors des étapes de conception des projets. Il est intéressant de noter que pour 5 projets, les bénéficiaires ont participé activement aux activités : identification, conception (de l'identification du sujet à traiter – dans le cas d'une pièce de théâtre ou d'une activité artistique, à la rédaction du contenu), logistique pour certaines.

Les groupes de discussion avec les bénéficiaires des projets confirment la pertinence de l'action pour six associations sur les sept analysées. Les bénéficiaires témoignent de changements, notamment de type comportemental, qui se sont opérés sur eux ou sur les autres membres du groupe. Les projets culturels et artistiques ont eu beaucoup d'impact – ou les bénéficiaires expriment plus facilement les effets des projets sur leur personne et sur leurs collègues. Les six projets ont bénéficié de l'adhésion des bénéficiaires.

Enfin, il est important de noter que tous les projets :

- Répondent aux causes de la violence, telles que comprises et décrites par les associations et par les bénéficiaires.
- Respectent des spécificités des bénéficiaires, appliquant, de façon consciente ou pas, l'approche « do no harm ».

#### Pertinence de l'approche adoptée par le projet avec les associations

- Profil des associations

La pertinence de mettre en œuvre une composante locale et de s'appuyer sur les associations locales proches de leurs bénéficiaires a été rapportée par tous les interlocuteurs. Le parti pris de financer des associations jeunes et peu habituées à solliciter des financements est également intéressante, car elle permet une montée en compétences interne à l'association et permet également de renforcer l'écosystème local de la société civile.

Cette approche a privilégié les associations intégrées dans leur environnement et ancrées dans leur territoire. Le processus a privilégié de l'apprentissage par l'action. Ce processus a rencontré ses limites, du fait de l'absence de diagnostic des besoins en montée en compétence des membres des associations et d'absence de planification de formations, notamment en début de processus. L'accompagnement a été réalisé, par la suite, par l'équipe de projet. L'apprentissage par l'action est positif lorsque des cycles de formation viennent renforcer les apprentissages et apporter des connaissances sur des axes spécifiques répondant aux besoins des acteurs associatifs.

Les rapports narratifs restent sommaires et nécessitent un accompagnement renforcé par les équipes de projet en amont du début des activités. Un renforcement régulier, tel qu'il a été réalisé par le projet (formation et accompagnement en suivi financier, suivi et évaluation, mise en œuvre des activités) a été apprécié par les associations, qui restent demandeuses de plus de formations pour renforcer les acquis.

De même, les membres des associations ont sollicité un appui et une formation pour rédiger les propositions de projets. Les mécanismes de conception et de réponse aux formulaires des bailleurs sont complexes et hors de portée des activistes membres d'associations jeunes.

#### • Parité Hommes - Femmes

L'appel à projet demandait aux associations d'avoir une parité hommes-femmes pour les bénéficiaires, ce qui a été difficile à respecter du fait des spécificités locales et de la thématique d'intervention. En effet, les communautés de mise en œuvre du projet semblent être majoritairement conservatrices et les activités mixtes demandent du temps à se mettre en place. Les associations ont ainsi dupliqué les groupes (hommes/femmes) selon les activités afin de répondre aux exigences du cahier des charges. Une exception est notée pour les projets où les activités artistiques ont engagé des groupes mixtes, notamment avec les jeunes.

#### • Constats divers

La compréhension des terminologies est approximative, sinon inexistante selon le public (bureau des associations, membres, bénéficiaires). La distinction entre les termes de violence, d'extrémisme violent et de terrorisme reste floue et chaque membre d'association propose sa propre compréhension. Il est à noter que les concepts de « violence extrémiste » et de terrorisme ont été reliés à la religion.

Toutes les associations font part du sentiment de stigmatisation ressentie par les communautés lorsque des parties extérieures à la localité expriment leur volonté d'analyser la thématique de PEV ou de mettre en œuvre des projets relatifs à la Prévention de l'Extrémisme Violent. Selon ce qui a été exprimé en *focus group*, les habitant.e.s perçoivent négativement le fait qu'une ONG ou un partenaire institutionnel décide de venir dans leurs localités avec comme thématique d'intervention la PEV. Ils interprètent cela comme une généralisation et systématisation d'événements ponctuels liés à des parcours individuels (comme manipulation, etc.). Ils rejettent cette assimilation de la zone et de toute la population à un terrain favorable, ou considéré comme tel, à l'extrémisme violent.



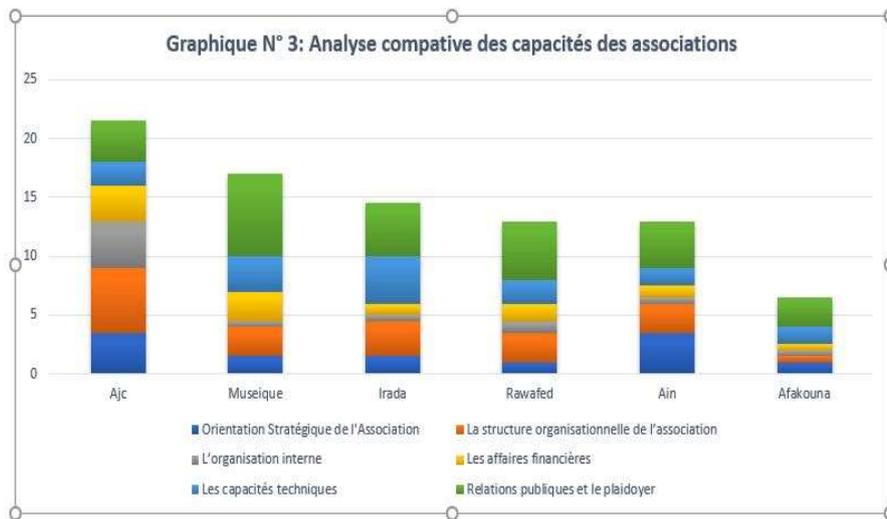
### 3. Les résultats atteints par les projets associatifs

- Dans leur logique, les projets proposés répondent aux besoins des populations cibles et aux causes de la violence, ainsi qu'à la thématique, et ce malgré une faible compréhension des terminologies liées à la violence / Extrémisme Violent / Terrorisme
- La confrontation entre le concept des projets et leur mise en œuvre démontre leur cohérence et leur pertinence pour 5 projets sur 7, et permet d'observer un changement de comportement. La faiblesse des deux projets considérés comme défailants réside :
  - Dans la multiplication des activités, perçues comme une amélioration de leur environnement de vie et accès à des loisirs, levant une partie des frustrations quant à la non-disponibilité de matériels (en maison de jeunes) ou de budget familial pour des activités annexes.
  - Dans la répétition d'activités de discussions et de dialogues, réalisées dans le cadre d'autres projets (et reprise de méthodologie), sans production d'analyses pre- et post-activités. L'association elle-même met en cause ce type d'activités qui contribue à la frustration des participants lorsqu'elles ne sont pas suivies de projets concrets.
- Dans les deux cas défailants, il n'y a pas d'apport réel en termes de vision ou de consistance. Seule l'association a une idée de ce qu'elle souhaite apporter, les bénéficiaires étant essentiellement des participant.es, souvent recruté.es dans le même vivier (familial, bénéficiaires de précédentes activités).
  - Dans l'un des deux cas, les bénéficiaires ne font pas état de changements comportementaux, n'expriment pas de sentiment d'accomplissement ou de reconnaissance ou de considération pour leur travail par des tiers.
  - Dans l'autre cas, les bénéficiaires d'une des associations souhaitent la poursuite des activités, conscients du fait que la dynamique a permis d'apporter du lien social dans leur quartier et dans leur communauté.
- Pour les cinq projets cohérents et pertinents, les bénéficiaires souhaitent réellement continuer à s'engager et confirmer l'effet positif des activités. Les personnes rencontrées proposent même des améliorations, des orientations et expriment leur volonté de contribuer à la conception de futurs projets.
- Le degré de compétence des associations, analysé en début de projet, selon plusieurs axes (organisation, capacités financières, capacités de mise en œuvre, réseau local, communication et vision) a relevé les faiblesses des associations. Le choix de les financer était stratégique et dans l'esprit du projet. La revue prouve la pertinence de ces choix, tout en pointant le fait que les deux associations montrant les plus fortes lacunes initialement sont celles qui ont été le moins pertinentes (cf les deux cas ci-dessus). Bien que le projet ait mobilisé les ressources nécessaires (deux personnes) pour accompagner les associations en matière de suivi, de



*reporting* (narratif et financier), il ressort du suivi des associations que certaines ont des difficultés de rédaction, avec un narratif peu consistant et sans apport d'évidences ou de preuves, et qu'un suivi financier rigoureux s'est avéré nécessaire pour assurer la conformité avec les procédures PNUD et bailleur. Ce constat amène à considérer que des formations, dès la conception et tout au long du projet, en plus de l'accompagnement, seront nécessaires, et ce d'autant plus si le profil des associations fait ressortir une faiblesse en matière d'orientation stratégique, de capacités financières et de capacités organisationnelles.

Le profil des associations accompagnées est le suivant, tel qu'analysé en début de mise en œuvre :



Les deux associations Afakouna et Rawafed<sup>6</sup>, dont le profil révèle des faiblesses sur tous les axes, sont celles dont la mise en œuvre est défailante.

Les principaux axes de renforcement de capacités qui apparaissent nécessaires à la lecture du graphique sont l'orientation stratégique (cohérence entre activités, projets et vision-mission), l'organisation interne et les capacités techniques et financières. Les faiblesses observées en matière

<sup>6</sup> Voir annexe p.32 pour l'évaluation des capacités de chaque association comparée à la moyenne (trait en bleu)

de reporting, suivi et finances sont cohérentes avec le profil et justifient les ressources humaines mises en place pour l'accompagnement

#### 4. *Recommandations :*

##### ● **Afin d'améliorer la pertinence**

-  Afin de renforcer la pertinence des projets, encourager ou exiger que les bénéficiaires des associations financées contribuent à la réflexion lors de la conception du projet et que le processus de réflexion soit détaillé.
-  Impliquer les acteurs locaux (institutions décentralisées, municipalités, Comités locaux de Sécurité, Secteur privé si pertinent) dès le début du processus.
-  Revoir les critères de parité homme/femme dans les TdR : soit supprimer (car peu pertinent au regard de certains projets), soit encourager, notamment pour les activités de cohésion sociale – Il serait pertinent de laisser ouvert les critères de parité et d'exiger, par exemple, qu'une analyse des contraintes quant à la participation des femmes et des jeunes soit réalisée en amont de la mise en œuvre afin d'adapter les modalités d'engagement des femmes et des jeunes, la conception des activités de façon à favoriser leur participation (par exemple visant à augmenter la participation féminine non pas uniquement parmi les bénéficiaires mais en premier lieu au sein de l'association et dans l'équipe de projet).
-  Accompagner les acteurs en matière de la compréhension de la thématique PEV et de la cohésion sociale.

##### ● **Afin d'améliorer la durabilité des résultats**

-  Les associations, jeunes et peu expérimentées, ont besoin d'être accompagnées sur certaines thématiques, dès la conception du projet. En amont des appels à propositions et sur la base d'une première identification (pré-sélection). La démarche pourrait consister en un accompagnement en formulation de projet pour mettre en valeur les réflexions et la pertinence des propositions par rapport au contexte local (exemple de Ain qui n'a pas su bien formuler son projet alors que l'idée venait des bénéficiaires et répondait à un besoin fort et en lien avec la thématique).
-  Améliorer la conception des projets (accompagner les OSC) et la description des changements souhaités par les OSC, de telle façon que chaque association touche d'une façon directe ou indirecte un des facteurs de l'extrémisme.



Commission nationale de lutte contre le terrorisme

- Durée et temporalité des projets à améliorer – les changements escomptés demandent du temps et doivent être stabilisés. La durabilité de l'action devra être étudiée et accompagnée, avec un plan de transition clair et diffusé largement.
- Les synergies locales mériteraient d'être encouragées, entre associations et avec les autorités locales.
- Capitaliser sur ces changements et continuer à accompagner ces 6 associations sur une seconde phase du projet.
- Selon le degré de maturité des associations, travailler en amont la logique d'intervention.

#### • Afin d'améliorer l'impact du projet

- **Transparence et ancrage local** : Afin de s'assurer que les associations financées soient les plus pertinentes et efficaces, avec le maximum d'impact, il est recommandé de définir les critères de sélection des associations :
  - Quelle typologie d'association est recherchée ? Par exemple, le choix stratégique poursuivi pourrait être l'appui à des jeunes associations (peu important leurs capacités). Quels critères corollaires. Par exemples, le nombre de bénévoles mobilisés, la vision et/ou mission de l'association, les modalités de réflexion autour des activités et des projets, le degré d'engagement des bénéficiaires cibles dans la définition des axes d'intervention, etc.
  - Quel ancrage local est recherché ? plutôt une bonne connaissance du terrain et un réseau de personnes, ou plutôt des liens avec les administrations, les institutions locales, ou encore avec les associations, les zones d'intervention (ou d'implantation des membres).
  - Quelle maturité et quelles compétences sont recherchées ? des compétences organisationnelles, techniques ou financières, la capacité à plaider et à mobiliser, et le degré de compétences recherchées.
- **Mapping des capacités** - Réaliser une analyse des capacités des associations et de leurs besoins en matière de montée en compétence avant la sélection finale des projets et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités.
- **Coopération locale – multi-acteurs** : Valoriser les propositions des projets associatifs qui proposent l'implication du secteur privé (avec solutions), réfléchir à comment engager les acteurs locaux dès le début du processus, créer des synergies avec le projet Police de proximité du PNUD qui contribue à la prévention en développant les relations de confiance entre forces de sécurité intérieure et citoyens.
- **Communication – inclusion** : travailler sur la cohésion sociale et modifier les discours ou le verbatim - Parler de Cohésion sociale plutôt que de prévention de l'extrémisme violent en





Commission nationale de lutte contre le terrorisme

réponse aux perceptions de stigmatisation des populations. La demande a été clairement exprimée à la fois par les associations et par les jeunes et les femmes en *focus groups*. Une attention particulière sera à apporter sur les messages et le positionnement du projet, de façon à ce que les discours soient cohérents et non contradictoires selon les interlocuteurs. En effet, les rapports et les productions d'écrits vers les bailleurs et les institutionnels devront être alignés avec les messages délivrés localement.



#### IV. COHÉSION SOCIALE, PEV – RECOMMANDATIONS DES JEUNES ET DES FEMMES

La revue à mi-parcours a permis de collecter les recommandations des jeunes et des femmes quant à la façon de les engager dans des activités et des projets, ainsi que leur compréhension des facteurs menant à la violence, notamment à l'extrémisme violent.

Ces recommandations et ces réflexions autour des facteurs favorisant l'extrémisme violent sont issues des discussions lors des *focus groups* avec les jeunes. Elles ont été croisées avec les recommandations des membres des associations, alimentant de ce fait également la réflexion sur la pertinence des projets des associations.

Il est intéressant de noter que les entretiens avec les jeunes proposent des pistes de réflexion différentes de celles identifiées et formalisées en 2016 par UNOCT<sup>7</sup> pour prévenir l'extrémisme violent et partagées par de nombreux acteurs. Les résultats issus des entretiens sont cohérents avec, d'une part, les recommandations des pédagogues pour engager les adolescents et les jeunes (dans le cadre de l'éducation et de l'enseignement) ainsi que, pour la partie facteurs, avec des résultats d'enquêtes telles que celles menées par l'ONG Creative<sup>8</sup> dans les quartiers de la banlieue de la Capitale.

##### 1. *Comment travailler avec les jeunes et les femmes*

Les 8 *focus groups* réalisés avec les bénéficiaires des projets associatifs ont permis de collecter des recommandations pour pouvoir mieux engager les jeunes et les femmes dans des projets de cohésion sociale. La terminologie « Prévention de l'Extrémisme violent » a volontairement été évitée avec les

<sup>7</sup> UNOCT, « Élaboration de plans d'action nationaux et régionaux pour la prévention de l'extrémisme violent », Guide de référence, Juillet 2016, p.16.

<sup>8</sup> Restitution des travaux d'identification des facteurs menant à l'extrémisme, Tunis, in « Radicalisation, perspective comparatiste » - IPEV - Colloque de Tunis, juillet 2017. Un article peut également se trouver ici : <https://www.creativeassociatesinternational.com/stories/putting-family-at-the-center-of-building-resilience-in-tunisia/>



bénéficiaires, à l'exception de l'un d'entre eux (projet ouvertement ciblé PEV et appui aux victimes du terrorisme<sup>9</sup>).

Les constats et recommandations des jeunes ont été croisés et validés par les parents des jeunes bénéficiaires et ayant réussi à reconstruire une relation rompue en appliquant ces techniques et recommandations. Il est intéressant de noter que les parents avaient bénéficié de formations et d'ateliers consacrés à la communication interpersonnelle et à des sessions de discussion avec des psychologues, organisés sans concertations par les associations, ainsi que de sessions d'expression artistique et corporelles permettant d'exprimer ses ressentis de diverses façons et d'entendre ceux des autres.

● Il est intéressant de noter que les mêmes messages sont portés par les jeunes (filles et garçons), ainsi que par les femmes d'un âge plus avancé. Un élément spécifique aux femmes devra être pris en compte dans l'engagement de celles-ci, du fait des spécificités locales et des traditions conservatrices. D'une façon générale, sans pour autant systématiser, les jeunes filles demandent l'autorisation à leurs parents (et à leur père) avant de participer à des formations ou des réunions. Les femmes restent tributaires de la validation de leurs époux. La pression sociale est importante et la notoriété de la famille peut être entachée. Des messages prioritaires, le principal à retenir et à bâtir et préserver est la **confiance**.

Les principaux messages à retenir sont les suivants :

🗨️ **LA CONFIANCE** est au cœur du travail avec les jeunes et avec les femmes. Confiance des autres, confiance dans les autres, confiance en soi. Ils-Elles doivent pouvoir avoir confiance dans les personnes avec lesquelles ils-elles interagissent, et demandent également que ces personnes aient confiance en eux-elles. Ce miroir est loin d'en être un : les jeunes ont besoin qu'on leur accorde une confiance inconditionnelle, avec l'acceptation de leurs erreurs, de leurs essais, de leurs tâtonnements. De l'autre côté, ils ont besoin de pouvoir construire la confiance qu'ils vont accorder, par petites touches, lentement. L'engagement des jeunes et des femmes passera par des personnes de leur entourage, de leur communauté, en qui ils-elles ont déjà confiance, et qui aura la capacité de les convaincre.

» « *Trop d'associations sont venues nous voir pour faire leur publicité sur notre dos, ont récolté des lauriers et se sont fait un nom et de la publicité, et ensuite nous n'en avons plus entendu parler. Ils ne nous ont même pas cités dans leurs communications (affiches, interviews, par exemple) alors que nous avons assuré la partie artistique* ». Jeunes de Djerba, membres d'un groupe de musiciens – danseurs.

» « *J'ai accepté de m'intéresser au projet parce que mes amies m'ont dit que cela en valait la peine. Et parce qu'elles étaient les organisatrices. Sinon, je serais restée dans ma chambre* ». I, jeune fille en foyer universitaire.

<sup>9</sup> Les jeunes femmes présentes au focus group étaient membres de familles dont un des autres membres faisait l'objet de poursuites judiciaires pour actes terroristes et était soit mort, soit incarcéré.

A la question posée : « pouvez-vous me dire comment construire la confiance avec les jeunes ? », la réponse est uniforme. Chaque jeune et chaque cas est spécifique. Il faut donc aller les voir, les rencontrer via des contacts d'intermédiation, et faire preuve des qualités décrites ci-dessous : écoute, bienveillance, patience, valorisation, autonomisation.

📌 **L'ÉCOUTE**<sup>10</sup> est essentielle. Les jeunes entendent par écoute une oreille attentive, centrée sur eux, s'intéressant à eux et à ce qu'ils-elles disent, sans jugements ni réflexions. Les jeunes n'attendent pas de conseils, ils ont besoin qu'on les entende et qu'on les écoute. Cette écoute est la manifestation de l'attention positive que leur interlocuteur.trice leur porte, et du crédit qui leur est accordé.

📌 **LA BIENVEILLANCE** accompagne l'écoute. L'écoute sans bienveillance, accompagnée de remarques et de conseils, est perçue comme une critique, une remise en question. Peu importe ce qui est dit, les paroles sont à accueillir avec calme et comme des données de base. Les questions de clarification, d'approfondissement sont les bienvenues. Elles expriment l'attention portée, et sont la manifestation de la volonté de comprendre.

» « *Tout ce que je demande, c'est qu'on m'accepte comme moi. Je ne suis pas mon frère. Pourquoi juger mes actions selon ce qu'ont pu faire d'autres ?* »

📌 **LA RESPONSABILITÉ** les amène à l'AUTONOMISATION. Leur permettre de concevoir et de gérer l'action leur permet de donner la mesure de ce qu'ils peuvent faire. Selon les associations, les approches ont été différentes : A Djerba<sup>11</sup>, les jeunes ont développé leur partie d'un spectacle théâtrale, encadrés et guidés par les animateurs-formateurs. A Médenine, les jeunes étudiant.e.s ont organisé et conçus leurs activités, dans un cadre prédéfini et après avoir bénéficié de formations. A Médenine, dans un autre projet, les jeunes ont pu exprimer leur créativité grâce aux moyens fournis, encadrés par les membres de gestion du projet. Chez tous les jeunes rencontrés, le « cadre » est accepté lorsqu'il s'accompagne de liberté : possibilité de proposer, de créer, de choisir les activités.

» « *Nous avons pu proposer notre conception de l'activité. Nous avons également beaucoup appris, car nous ne connaissions pas les aspects techniques. M. F (le formateur) nous a appris beaucoup de choses et nous a permis de proposer et de faire les choix* ». Bénéficiaires à Djerba.

📌 **LA CO-CONSTRUCTION de l'action** leur permet de s'affirmer et de se réaliser. Il ressort de ce qui précède – sans avoir été exprimé – que les jeunes et les femmes ont contribué activement aux activités et à leur orientations et adaptation. Les bénéficiaires des associations ont été force de proposition et, pour les activités artistiques, ont conçu le contenu des spectacles.

📌 **LA VALORISATION** et la **RECONNAISSANCE** les encourage et renforce leur confiance en eux. Les participant.e.s aux *focus groups* étaient fier.e.s de parler de leurs réalisations et de les voir

<sup>10</sup> Lors des focus groupes, nombreux.euses sont les participant.e.s qui ont déclaré : « *nous aimerions que nos interlocuteurs nous écoutent comme vous. Nous vous faisons confiance.* » La qualité d'attention et d'écoute (centrée, focalisée, dans l'accueil de ce qui est dit, en cherchant à comprendre et à aller plus loin) est essentielle à la construction de la confiance.

<sup>11</sup> Avec l'Association ATAR

prises en valeur. Tout.e.s les participant.e.s ont insisté sur cet élément essentiel : la reconnaissance de leur travail, de leur évolution par leur entourage et par leur communauté. Cette reconnaissance peut être déclarée (avec des félicitations, par exemple) ou être démontrée par un changement de comportement (de la famille, des pairs, de la communauté).

♀ **La spécificité des jeunes filles et des femmes** : il est nécessaire de prendre en compte les spécificités locales, communautaires, familiales, tant en matière de traditions, coutumes, religion. Selon les familles, il faudra d'abord discuter avec les pères, maris, frères, anciens du village (les personnes influentes dans la communauté, dont un mot peut stopper les processus d'engagement) et obtenir leur aval et « bénédiction ».

- » « *Mon grand-père a dit oui. Il connaissait l'ami de mes parents, et ça m'a permis de participer aux activités* ». A, Gabès, participant aux activités d'une association à Médenine.
- » « *Au début, mon frère avait peur pour moi et ne voulait pas me laisser venir à Médenine. C'est la première fois que je quittais mon village. Il a accepté, est venu avec moi et mon amie qui participait déjà aux activités. Maintenant, c'est bon, il a confiance en moi et dans le groupe* ». S, participante aux ateliers artistiques de l'association.

## 2. Violence et non-implication des jeunes et des femmes : Les facteurs

Il ressort des discussions que la violence et l'absence d'implication des jeunes dans leur communauté ou dans des initiatives ont des causes et des manifestations communes. Il est nécessaire de préciser qu'il n'y a pas de lien de cause à effet systématique entre les facteurs identifiés et la violence, l'extrémisme violent ou le terrorisme. Il s'agit ici d'analyses et de facteurs identifiés par les personnes rencontrées qui expliqueraient le glissement vers l'extrémisme violent.

Chaque terme et thématique a été comptabilisé lors des entretiens afin d'estimer le nombre des occurrences et pouvoir classer les facteurs selon leur importance aux yeux des personnes interviewées.

La plus grande occurrence apparue est la solitude (condition subie par des parties externes) et l'isolement (condition voulue par l'individu lui-même). Il s'agit de la manifestation observable immédiatement, d'un symptôme. La solitude de la personne et son isolement ou auto-isolement est également un facteur, la personne étant de facto plus vulnérable.

Les facteurs menant à la violence et à l'extrémisme violent sont proposés selon plusieurs classements :

- » Les plus importants aux yeux des personnes rencontrées (top 10),
- » La liste complète des facteurs identifiés classés par nombre d'occurrence,
- » Leur répartition selon s'il s'agit de facteurs individuels, familiaux, sociétaux ou institutionnels.

Les facteurs détaillés ci-dessous ont été collectés auprès des bénéficiaires : les membres des associations ayant participé aux *focus groups* d'une part, les bénéficiaires des associations d'autre part.

 Les questions posées aux membres des associations sont les suivantes :

1. Qu'est-ce que la violence représente pour vous ?
2. Que signifient ces termes : Prévention de l'extrémisme violent, terrorisme ?
3. Les projets de votre association financés par le PNUD portent sur la prévention de l'extrémisme violent. Pouvez-vous le décrire les étapes qui vous ont conduit à proposer ce projet ?
4. Selon vous, quels changements votre projet a-t-il permis ?
5. Comment avez-vous travaillé avec les jeunes ? avec les femmes ?
6. Quelle est, pour vous et votre association, les causes de la violence ? quel est celle qui, si on la traitait, enclencherait l'arrêt de la violence / de l'extrémisme violent ?
7. En regardant ces derniers mois du projet, quelles sont les réussites que vous aimeriez reproduire ? Pourquoi ?
8. En regardant ces derniers mois du projet, quelles sont les améliorations que vous souhaiteriez apporter ? Pourquoi ?
9. Quelles recommandations donneriez-vous aux gens qui souhaitent engager les jeunes et les femmes dans les projets ?

 Les questions posées aux bénéficiaires des projets sont les suivantes :

1. Pouvez-vous nous parler du projet et des activités auxquelles vous avez participées ?
2. Pouvez-vous nous parler des aspects que vous avez appréciés et de ceux qui vous ont moins plus ?
3. Que vous a apporté le projet (vous, votre famille, votre entourage) ?
4. Selon vous, quels sont les besoins des jeunes ? des femmes ?
5. Quelles solutions vous semblent adaptées ?
6. Que recommanderiez-vous à des associations qui souhaitent travailler avec les jeunes ? avec les femmes ?

 Méthode de comptabilisation des facteurs et des occurrences :

Tous les éléments surgissant dans la discussion ont été identifiés de façon exhaustive, listés puis regroupés par famille. Pour chacun de ces éléments, au fur et à mesure qu'ils étaient cités, les évaluatrices ont comptabilisé le nombre d'occurrence des citations / approbation par les autres participant.e.s. Lorsqu'un terme provoquait des réactions (verbales, non-verbales) un approfondissement était engagé. Ainsi, par exemple, la solitude a été mentionnée, discutée, par

certain.e.s participant.e.s et l'équipe d'évaluation a accompagné la discussion pour creuser et collecter le maximum d'information sur ce qui était entendu par solitude, ses formes, ses manifestations, etc.

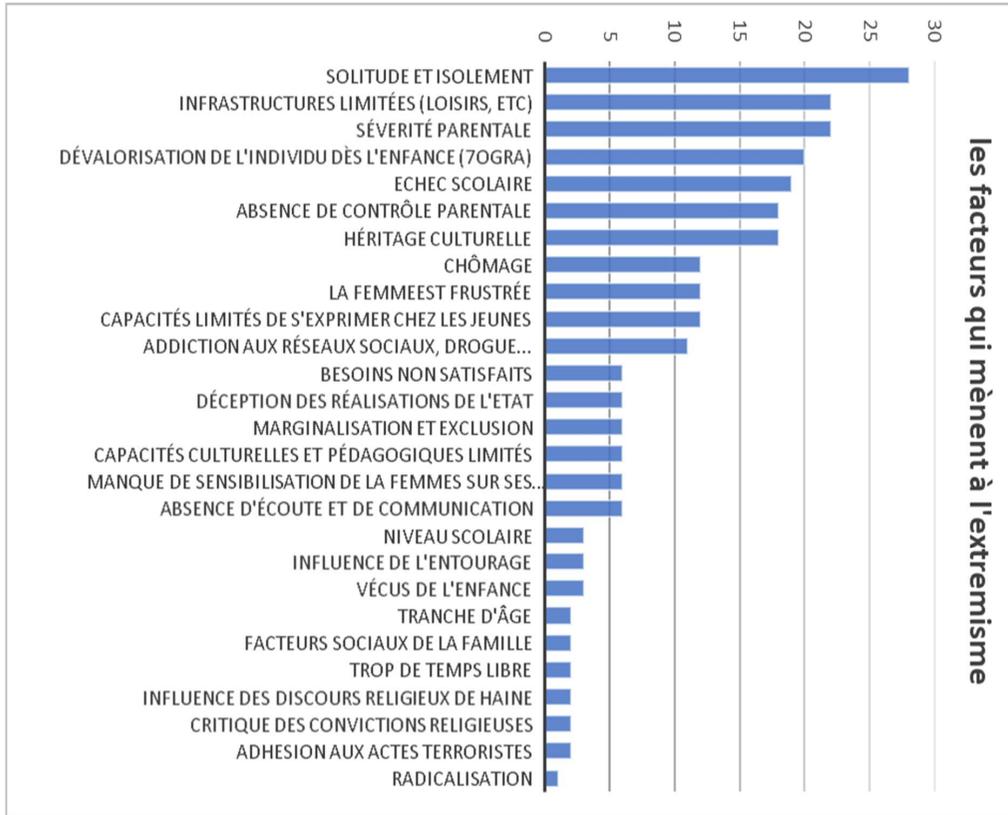
Une matrice regroupant tous ces éléments a été préparée et consolidée, puis analysée. Les principaux facteurs menant à l'extrémisme violent selon l'opinion des participant.e.s aux *focus groups* sont les suivants :

- Solitude et isolement
- Infrastructures limitées (loisirs, etc.)
- Sévérité parentale
- Mépris et dévalorisation (7ogra)
- Echec scolaire
- Absence de contrôle parentale
- Héritage culturel
- Chômage
- Frustration (Femmes)
- Capacités limitées pour s'exprimer (jeunes)
- Addiction aux réseaux sociaux, drogue...
- Besoins non satisfaits
- L'Etat
- Marginalisation et exclusion
- Capacités culturelles et pédagogiques limités
- Manque de sensibilisation de la femme sur ses droits
- Niveau scolaire
- L'entourage
- Les vécus de l'enfance
- Absence d'écoute
- Manque de communication
- Tranche d'âge
- Facteurs sociaux de la famille
- Temps libre
- Discours religieux de haine
- Provocations contre des croyances religieuses
- Justification des actes terroristes
- Radicalisation de la personne



REPUBLIQUE  
TUNISIENNE

Commission nationale de lutte contre le terrorisme



Réalisé avec l'appui de



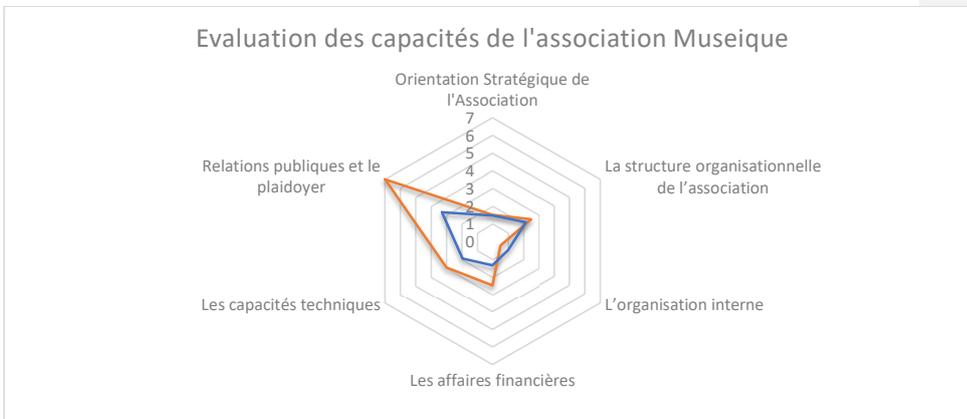
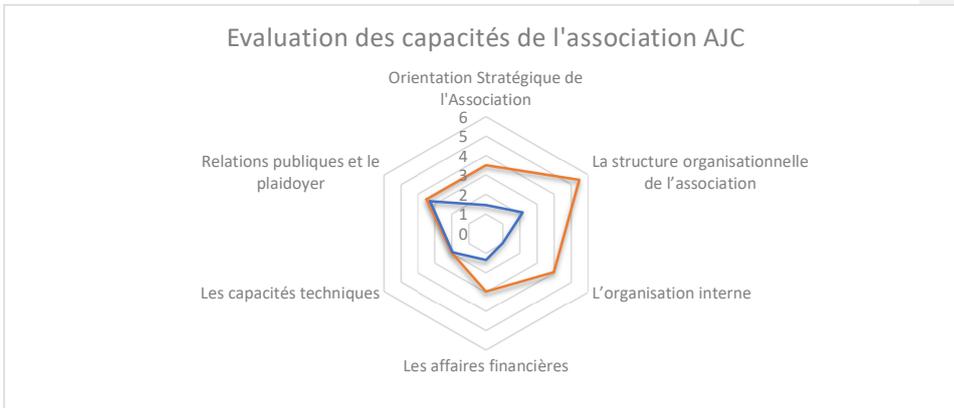
Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



Au service  
des peuples  
et des nations

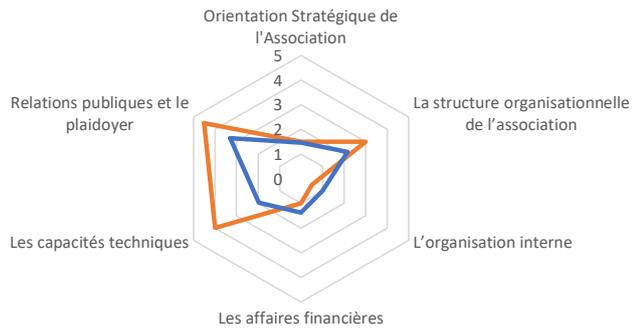


Graphique 4 : Evaluation des capacités de chaque association (en orange) mise en relation avec la valeur moyenne du groupe (en bleu)

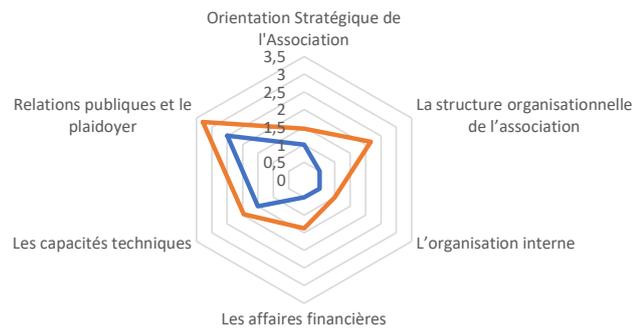




### Evaluation des capacités de l'association Irada

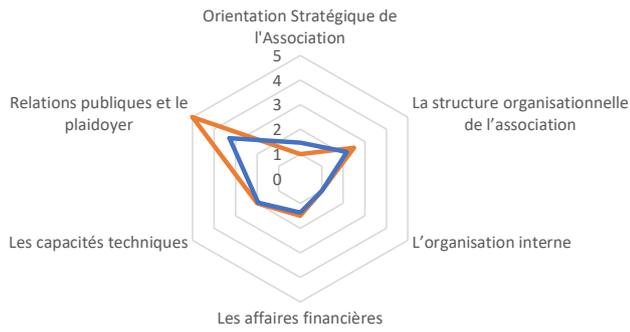


### Evaluation des capacités de l'association AFAKOUNA





### Evaluation des capacités de l'association rawafed



Montagnes au Sud-Ouest de la ville de Médenine

